

Renforcer le filet social :

un parcours qui s'inscrit dans l'histoire...

Le filet social est un terme populaire qui désigne l'ensemble des mesures, programmes et services mis en place pour offrir un soutien en cas de perte d'emploi, de maladie, de handicap, de vieillesse ou de pauvreté et plus largement pour favoriser le bien-être de la population. Le terme *filet social* englobe les concepts d'État-providence et de protection sociale. Il constitue dans son ensemble un levier puissant pour réduire plusieurs formes d'inégalités.



Première loi sur les accidents au travail. Instaure une indemnisation obligatoire et collective pour les travailleurs accidentés payée par les employeurs.

1928

1927

Premières pensions publiques. Inaugurent un modèle dans lequel le filet social se renforce en partie par l'influence du mouvement syndical canadien dans la Chambre des communes.

1935

Marche sur Ottawa. Démontre l'ampleur de la crise sociale en cours et le chômage massif, à une époque où la doctrine du laissez-faire règne en matière économique.

1940

Assurance-chômage. L'économie de guerre de plein emploi renforce le pouvoir de négociation des travailleuses et travailleurs.

1945

Politique sociale prévoyant le versement d'une **allocation familiale** et virage visant le **plein emploi**. Les libéraux fédéraux se positionnent comme bâtisseurs de l'État-providence.

Programme d'assurance-maladie universelle et système des centres locaux de services communautaires (CLSC). Système de santé et de services sociaux moderne dans la foulée de la Commission Castonguay-Nepveu.

1970-1971

Loi sur la santé et la sécurité du travail. Modernise le régime de sécurité du travail. Ancêtre de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

1971

Réseau de l'Université du Québec. Facilite l'accès aux études, développe l'enseignement supérieur en région et favorise la recherche scientifique au Québec.

1968

Régime d'assistance publique du Canada. Établit notamment des normes en matière d'aide sociale ainsi qu'un financement fédéral important pour plusieurs programmes sociaux.

1966

Régime des rentes du Québec (RRQ). Le Québec revendique le droit de contrôler son propre régime contributif comme alternative au Régime de pensions du Canada.

1966

Aide financière aux études. Contribue à démocratiser l'enseignement supérieur.

1963

Sommet socioéconomique. Le gouvernement du Parti québécois cherche à équilibrer son engagement pour plus de discipline fiscale avec les revendications de la société civile.

1996

Centres de la petite enfance (CPE) et services de garde éducatifs. Visent à favoriser la conciliation travail-famille et la présence des femmes sur le marché du travail.

1997

Marche du pain et des roses. Mobilisation féministe contre la pauvreté et la violence faite aux femmes, dans un contexte marqué par la récession du début des années 1990.

1995

Régime provincial d'assurance médicaments. Permet une couverture universelle pour les Québécois et Québécoises sans assurance privée.

1996

Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Son adoption est l'aboutissement d'un travail de mobilisation citoyenne mené par les membres du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté.

2002

Manifestes Pour un Québec lucide et Pour un Québec solidaire. Présentent des pistes de réponse contrastées à la mondialisation économique et aux défis socioéconomiques qui l'accompagnent.

2005

Régime canadien de soins dentaires (RCSD). Offre une couverture de base des soins dentaires aux résident-es canadien-nes sans assurance dentaire privée et dont le revenu familial net est inférieur à 90 000 \$.

2023

Programme de revenu de base. Permet aux personnes bénéficiant de l'aide de dernier recours et ayant des contraintes sévères à l'emploi d'atteindre un revenu se rapprochant davantage de la mesure du panier de consommation.

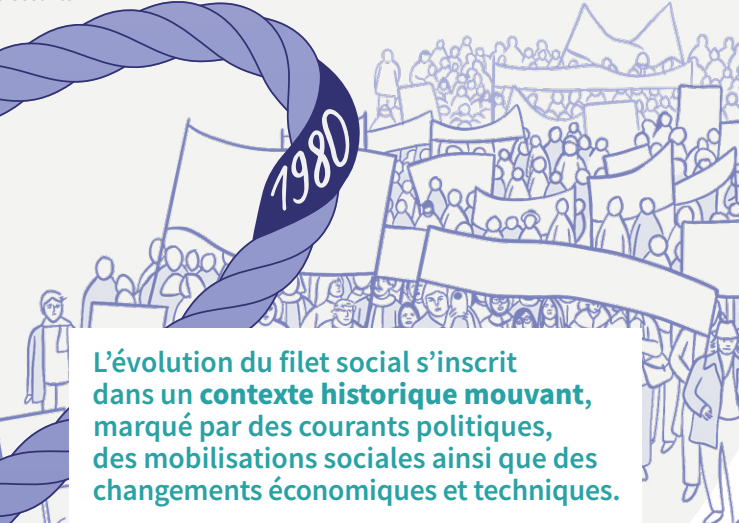
2023

Second mandat de Donald Trump. L'ordre mondial fondé sur le libre-échange et l'aspiration au respect des droits humains est ébranlé.

2025

L'évolution du filet social s'inscrit dans un contexte historique mouvant, marqué par des courants politiques, des mobilisations sociales ainsi que des changements économiques et techniques.

À l'origine, il se développe par des programmes gouvernementaux en relation au marché du travail, et peu à peu, couvre un vaste ensemble de protections, de la naissance au décès. Il fait de plus en plus appel aux groupes communautaires, aux acteurs philanthropiques et aux gouvernements de proximité pour remplir ces nouvelles fonctions.*



... et dans l'avenir

À coup de bonification, ou de réduction des protections, chaque époque laisse sa marque sur le filet social. Après un siècle d'évolution, l'héritage est colossal et néanmoins mis à l'épreuve par les crises actuelles.

Comment le retisser afin de relever les défis de notre temps ?